



HAL
open science

Les Assises de la culture à Toulouse: pour une approche renouvelée de l'action culturelle locale?

Samuel Balti, Mariette Sibertin-Blanc

► To cite this version:

Samuel Balti, Mariette Sibertin-Blanc. Les Assises de la culture à Toulouse: pour une approche renouvelée de l'action culturelle locale?. Culture, territoires et société en Europe, les politiques culturelles en question, May 2009, Grenoble, France. hal-00419705

HAL Id: hal-00419705

<https://hal.science/hal-00419705>

Submitted on 24 Sep 2009

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LES ASSISES DE LA CULTURE A TOULOUSE : POUR UNE APPROCHE RENOUVELEE DE L'ACTION CULTURELLE LOCALE ?

Samuel BALTI

Doctorant, LISST-Cieu, UMR 5193 du CNRS (Université de Toulouse)

Mariette SIBERTIN-BLANC

Maître de conférences, LISST-Cieu, UMR 5193 du CNRS (Université de Toulouse)

NB Ce texte a servi de base à la présentation d'une communication lors du colloque Culture, territoires et société en Europe : les politiques culturelles en question, (28-29 mai 2009), organisé à l'Université de Grenoble par l'Observatoire des politiques culturelles et l'UMR PACTE.

Dans le contexte de l'action publique profondément marquée par la décentralisation, les communes s'affirment depuis le milieu des années 1990 comme l'échelon territorial privilégié de l'action culturelle. Le rapprochement des centres de décision vers le citoyen est justifié par une meilleure prise en compte des besoins et des réalités identifiés sur les territoires. Dans le même temps, la métropolisation agit plus fortement qu'hier sur les transformations urbaines. Remise en question des frontières traditionnelles de la ville, ouverture des territoires à l'international et accroissement des inégalités sociales : le citoyen vit aujourd'hui dans un environnement urbain qui perd de sa lisibilité. En réponse à ces processus, l'habitant s'investit dans la recherche de nouvelles médiations d'appartenance collective et territoriale. Aussi, la participation citoyenne s'affirme-t-elle comme une nouvelle composante dans les processus de décision et se traduit par une reconnaissance de la diversité des groupes sociaux urbains, en témoigne l'intérêt croissant des grandes villes européennes pour l'Agenda 21 de la culture, qui pose la participation des habitants comme l'un des principes fondateurs (BLOUËT, 2008). L'expérience de Toulouse, métropole régionale, est à ce titre éclairant.

2008 est une année charnière dans l'évolution de la vie culturelle toulousaine. En effet, l'équipe municipale nouvellement élue confirme son projet de campagne de placer la culture au centre du projet politique. Deux signes forts illustrent cette volonté. Le maire P. COHEN nomme première adjointe N. BELLOUBET, en charge de la culture, et très vite s'organisent les Assises de la culture : une étape inédite dans la construction d'une politique culturelle locale. En effet, pour la première fois, les élus toulousains décident d'ouvrir un espace de dialogue afin d'écouter les acteurs culturels, artistes et habitants de leur territoire. Une succession de plusieurs réunions publiques se sont tenues dans différents lieux culturels de la ville entre juin et novembre 2008. Ces assemblées ont permis d'initier une rencontre entre acteurs publics, professionnels de la culture, représentants du milieu associatif, habitants et de provoquer ainsi une discussion autour de préoccupations communes. La phase de consultation s'est clôturée par la présentation du futur projet culturel de la ville de Toulouse dont l'architecture a été rendue publique le 29 novembre 2008 et la mouture finale le 18 mars 2009.

L'objectif de ce texte est de revenir sur cette expérience qui, pour la ville de Toulouse comme pour son espace métropolitain en cours de structuration, est une réelle innovation en termes de gouvernance. S'il est trop tôt pour évaluer l'impact sur l'aspect opérationnel de la politique culturelle, il s'agit d'appréhender ces Assises comme une scène révélatrice des enjeux et des défis liés au renouvellement de l'action culturelle locale. En particulier, l'analyse porte sur les logiques et positionnements des différents protagonistes et sur les termes mêmes des débats. Après avoir présenté le contexte dans lequel ces Assises ont été

organisées, on proposera un retour sur les différents acteurs qui ont investi ces rencontres publiques: en quoi cet évènement a-t-il représenté un espace inédit contribuant au renouvellement des acteurs de la culture toulousaine ? Comment, sur cette scène vouée à la construction d'un projet culturel de territoire, l'expression d'intérêts particuliers parvient-elle néanmoins à faire sens d'un point de vue collectif ? Dans quelle mesure ces Assises ont-elles constitué pour la nouvelle équipe municipale un temps d'apprentissage culturel, territorial et de repérage des acteurs de la ville ? Il s'agira, par la suite, de montrer dans quelle mesure ces rencontres ont permis d'initier une réflexion sur la mise en œuvre d'une nouvelle gouvernance urbaine et culturelle : en quoi cette phase de concertation a-t-elle participé au renouveau de l'action culturelle locale ? Quels ont été les principales thématiques et enjeux abordés lors des débats ? Que révèlent l'organisation et le déroulement de ces Assises sur l'articulation entre l'action culturelle et les enjeux sociaux et urbains ? Les résultats présentés sont issus d'une étude empirique s'appuyant sur une double démarche : d'une part, le suivi systématique des Assises, et l'analyse des débats, des profils d'intervenants, des conclusions tirées par les élus et des différents documents de synthèse rédigés lors du processus participatif ; d'autre part, l'investigation par le biais d'entretiens auprès des principaux acteurs de cette scène d'expression (élus, acteurs culturels et socioculturels, artistes, associations d'habitants, etc.).

1. LES ASSISES DE LA CULTURE A TOULOUSE : UN TEMPS DE RUPTURE

Les élections municipales de 2008 constituent pour la ville de Toulouse, quatrième ville de France, une véritable rupture dans la trajectoire urbaine de cette métropole régionale. Bien au-delà de ce que représente un changement de majorité après plus de trois décennies du même bord politique, la campagne s'est jouée sur des thématiques relatives à l'ambiguïté du territoire : une économie à la fois forte et fragile (comme l'ont attesté des épisodes douloureux tels que l'explosion d'AZF ou le plan Power 8 d'EADS) ; un territoire très étendu avec des fractures fortes entre quartiers et des phénomènes d'exclusions sociales et spatiales des périphéries de la ville ; une croissance démographique encore exceptionnelle pour une ville-centre, qui ne peut pourtant pas continuer à ignorer ses communes voisines ; des profils sociaux très diversifiés : étudiants très nombreux, classes populaires importantes parfois très précaires, profil type techniciens-ingénieurs-cadres liés notamment à l'industrie aéronautique. Lors de la campagne électorale, plusieurs thèmes ont donc été mis au cœur des débats dont les principaux furent l'économie, l'égalité sociale et la question de la desserte des transports collectifs sur l'ensemble du territoire urbain. La thématique culturelle paraît transversale à ces entrées et la nouvelle équipe municipale a souhaité en faire un point emblématique de la rupture puisque, selon certains, Toulouse présentait la singularité jusqu'alors de ne jamais avoir engagé de véritable politique culturelle mais plutôt d'équipement.

« Il n'y a pas eu réellement de politique culturelle auparavant, chaque établissement avait son projet mais il n'y avait pas de mise en cohérence d'ensemble [...] il n'y a jamais eu aucun texte-cadre avant celui que l'on vient de concevoir »

E. FOURREAU

Rédacteur du projet culturel pour Toulouse 2009-2014

La situation résulte d'une stratégie politique affirmée et assumée par l'ancienne majorité présente au pouvoir durant 37 ans : il existe des professionnels et des initiatives privées qui disposent d'un réel savoir-faire sur lequel peut s'appuyer l'ensemble de la société civile et des instances décisionnelles. Les équipes municipales ont fonctionné jusqu'alors sur un modèle qui délègue ses responsabilités aux grandes institutions locales. Il s'est traduit

notamment par une politique de rattrapage menée dans les années 1990 en faveur de grands équipements structurants (*Zénith, Théâtre National de Toulouse, Musée des Abattoirs, Muséum d'Histoire Naturel, etc.*) et d'initiatives festivalières censés attribuer à Toulouse un standing métropolitain. Malgré cet effort non négligeable, un sentiment prédomine durant ces années : « à l'époque de D. BAUDIS, le discours était 'on a peur des artistes'¹ ». L'élection en 2001 d'un ancien Ministre de la culture, P. DOUSTE-BLAZY comme maire, à qui succède J-L. MOUDENC, marque néanmoins une évolution certaine dans la prise en compte des problématiques culturelles locales ; cette lente transition est assurée par une adjointe reconnue par le milieu culturel, dynamique et volontaire, M. DEQUE. La création en 2004 d'un petit service administratif consacré aux cultures urbaines témoigne en effet d'une volonté d'accompagner des pratiques émergentes et de combler un retard accumulé dans ce secteur. Toutefois, nombreux sont les acteurs de terrain qui, au lendemain des élections de 2008, dressent le bilan d'une « *politique clientéliste* » menée par des acteurs publics qui ont considéré la culture comme un objet de consommation, s'appuyant sur quelques associations qui ont « *accepté ces conditions de travail, qui ont parlé au nom des habitants sans donner réellement la parole aux habitants [...] et qui par la même ont conduit à renforcer cette politique clientéliste*² ».

1.1 Le territoire culturel de l'agglomération toulousaine en 2008 : quel héritage ?

C'est dans ce contexte marqué par de nombreuses frustrations que la nouvelle équipe élue a réaffirmé ses ambitions culturelles et qu'elle a découvert sur le terrain un héritage lourd à gérer, décliné sous la forme d'une triple fracture culturelle et territoriale. L'agglomération toulousaine se caractérise en premier lieu par une concentration très prononcée de ses équipements dans le cœur historique de la ville : des institutions prestigieuses – opéras, musées, bibliothèques, etc. – mais également des lieux habituellement mieux représentés dans les périphéries comme les centres socioculturels (M. SIBERTIN-BLANC, 2004 ; S. BALTI 2009). L'inégale territorialisation de l'offre culturelle contribue à renforcer les centralités existantes au sein de l'agglomération et dessine une première cession importante au sein même d'une commune très étendue, entre un cœur de ville et des quartiers dépendants parfois qualifiés de « *déserts culturels* ». Cette fragmentation territoriale est renforcée par la configuration administrative de l'agglomération toulousaine dont la particularité est d'être composée de trois communautés d'agglomération. La réflexion culturelle souffre d'un déficit d'approche globale concernant l'ensemble de la métropole ; elle s'appuie au contraire sur des « *échelles de microterritorialité et donc un manque de coordination, de logique et de cohérence*³ ».

Par ailleurs, l'absence de la culture jusqu'alors dans le projet urbain et social accroît le manque de lisibilité des initiatives publiques culturelles, de ses logiques d'action et des choix politiques qui en découlent. Artistes, acteurs culturels et nouveaux élus s'interrogent : quelles ont été les critères de distribution des subventions réparties entre les services culturels et socioculturels de la ville ? Activités culturelles « ou » activités socioculturelles... Cette alternative stigmatise une nouvelle fois les représentations au sein de la ville : entre un centre riche et une périphérie pauvre, entre un territoire culturel et socioculturel, entre une culture d'excellence et une « autre culture »... Finalement, deux territoires culturels semblent composer l'agglomération toulousaine, deux propositions culturelles qui cohabitent mais qui ont du mal à communiquer entre elles : « *au Mirail [quartier populaire de Toulouse], on va*

¹ E. FOURREAU, enquête 2009.

² J. EL AARSH, enquête 2009.

³ J. EL AARSH, enquête 2009.

parler de socioculturel et d'accompagnement social vers la culture, ailleurs on parle de culture tout court ; au Mirail on va parler de 'projets pédagogiques pour accompagner ceux qui ne savent pas', ailleurs on parle de qualité de la programmation et d'excellence⁴ ». Certes, cette cession née dans les années 1960 d'une séparation entre le ministère de la culture et celui de la jeunesse et des sports, n'est pas typiquement toulousaine. Elle a été néanmoins très entretenue par des services de la ville très cloisonnés qui ne sont jamais parvenus à travailler ensemble.

Le manque de connexions et de synergie entre les différents acteurs du territoire se mesure enfin par l'existence d'une troisième fracture séparant le milieu institutionnel du milieu indépendant. Certains acteurs associatifs rencontrés avant le changement de municipalité reconnaissent se sentir parfois concurrencés par des initiatives publiques menées sans concertation avec les acteurs locaux. Leurs témoignages laissent entrevoir une réalité plus complexe : un maillage du territoire entre plusieurs réseaux qui se croisent peu et qui entretiennent une superposition d'initiatives culturelles au sein même du tissu associatif.

Ce bilan, qui pourrait être enrichi, voire nuancé, ne doit pourtant pas atténuer une autre réalité : la vie artistique toulousaine demeure riche et diversifiée. Le dynamisme est impulsé en dehors des murs institutionnels par un fourmillement d'initiatives privées et associatives - artistes, passionnés, militants, étudiants, professionnels de la culture, etc. -. Toulouse, bassin de créativité en pleine effervescence ? Ce qui peut sembler être un paradoxe révèle avant tout l'existence d'un nouveau hiatus entre la reconnaissance de la « culture toulousaine » portée par la création locale et la très faible reconnaissance du milieu culturel et artistique de la part des anciennes municipalités. En volume, il existe par exemple assez peu d'artistes qui sortent de Toulouse et qui sont reconnus nationalement... Ce constat est moins lié au manque de compétences des acteurs locaux qu'à une faible inscription de la métropole dans les réseaux nationaux et internationaux. P. BRZEZANSKI, observateur extérieur⁵, associe finalement la ville à « *une belle endormie qui manque d'ambitions* » ; certes, elle dispose d'un potentiel artistique et d'atouts territoriaux indéniables mais ses possibilités restent néanmoins très largement sous-exploitées.

1.2 Des Assises pour quels enjeux ?

L'organisation des Assises de la culture s'inscrit donc dans la lignée d'un engagement de la campagne électorale : faire de la culture un pilier de la politique municipale. Rapidement, la nouvelle équipe se met au travail et affiche une orientation dans ses priorités : il s'agit de concevoir un projet culturel pour un projet social et territorial⁶. La méthodologie employée s'insère dans une politique municipale générale où la consultation des habitants est présentée comme une rupture dans les modes opératoires de l'action locale⁷. Pour la culture, l'enjeu premier consistait à afficher comme priorités les pratiques des Toulousains et le soutien à la création artistique... : créer finalement les conditions d'un dialogue, replacer l'artiste au cœur de la cité. Ces Assises ont été également utilisées par la nouvelle équipe municipale comme un temps d'apprentissage sous la forme d'une consultation, d'un échange réciproque avec les acteurs locaux afin de mettre à jour les réalités d'un terrain complexe mais

⁴ J. EL AARSH, enquête 2009.

⁵ Invité à participer à la réflexion préalable à la rédaction du projet culturel, P. BRZEZANSKI est directeur du *Hub* (agence dédiée à l'articulation entre territoires, communautés et technologies de l'information et de la communication (TIC)), localisé à Paris.

⁶ Cette ambition a d'ailleurs été largement reprise et diffusée par le slogan même des Assises : « La culture tout le monde y a sa place ».

⁷ Ainsi, trois Assises seront organisées au cours de la première année de mandature : Assises de la mobilité, Assises de la culture et Assises de la citoyenneté.

également de donner du contenu et une direction plus concrète au projet culturel en s'appuyant sur la parole d'acteurs de la ville et sur « *toute une génération expérimentée*⁸ ». Elles ont ainsi permis la confirmation et la mise en visibilité d'éléments de diagnostic d'un territoire culturel, vécu individuellement et quotidiennement par les acteurs de terrain, décrit par les chercheurs universitaires mais qui n'avaient jamais réellement eu d'écho auprès d'acteurs publics⁹. En tant que telle, cette manifestation incarne une innovation réelle sur le plan local puisque, pour la première fois, des acteurs de terrain et des militants impliqués depuis des dizaines d'années sur le territoire toulousain ont eu l'opportunité de s'exprimer auprès des institutions, « *une concertation qui tranche avec les habitudes passées et qui s'annonce révolutionnaire*¹⁰ ».

1.3 L'organisation et le déroulement des Assises de la culture

Les Assises de la culture se sont déroulées sur une période de six mois, alternant des séances plénières et des débats thématiques (les « Lundis de la culture »), des réunions techniques réservées aux professionnels, des réunions par quartier et des débats prolongés sur un forum Internet. L'organisation des *Lundis de la culture*, principale scène de débat, a été pensée autour de plusieurs thématiques afin de conduire une réflexion vers plus de transversalité. Ces derniers ont entraîné une forte mobilisation des acteurs culturels toulousains, invités par la même occasion à fréquenter différents lieux culturels de la ville. Un constat fait l'unanimité : les rendez-vous hebdomadaires ont donné lieu à des débats très denses et des échanges de qualité dont le bilan dépasse largement les prévisions initiales (enquêtes 2009). Conviée à venir s'exprimer en tribune, une cinquantaine d'intervenants est venue également exposer, en amont des débats, sa vision du territoire local, ses attentes et quelques pistes de réflexion en vue d'orienter la réflexion collective. L'idée de départ était d'associer un artiste, un acteur culturel et un habitant afin de respecter un équilibre entre les indépendants et les institutions, les artistes et les acteurs culturels, entre les différentes disciplines artistiques... Une dizaine de réunions techniques et professionnelles ont été organisées en parallèle à partir de septembre 2008. Elles avaient pour objectif de compléter la concertation en comité plus restreint afin de mieux avancer sur des points très précis et d'en sortir des pistes de travail concrètes.

L'ampleur du chantier, l'impératif d'inscrire ce processus dans une temporalité restreinte, les faibles effectifs mobilisés pour son encadrement, l'attente grandissante des acteurs de terrains et cette pression finalement très lourde à gérer pour les organisateurs expliquent certainement la précipitation parfois ressentie par les participants à propos de l'organisation d'un processus qui se veut par ailleurs ambitieux. Néanmoins, ce temps de concertation et d'échanges a abouti et atteint son objectif, avec la rédaction du Projet culturel pour Toulouse, intitulé *La culture en mouvement*, et présenté dans sa version définitive en mars 2009.

⁸ G. MARTINEZ, enquête 2009.

⁹ Contrairement à d'autres agglomérations ou d'autres Régions, il n'existe pas d'observatoire et de suivi de l'action culturelle à l'échelle locale.

¹⁰ J. EL AARSH, enquête 2009.

2. LES ASSISES DE LA CULTURE COMME NOUVELLE SCÈNE D'EXPRESSION : PERMANENCE OU RENOUVELLEMENT DES ACTEURS DE LA CULTURE ?

2.1 Un espace inédit pour la rencontre de nouveaux acteurs de la culture ?

Lieu ouvert sur la ville et l'ensemble de ses citoyens, les *Assises de la culture* ont été fréquentées et appropriées par des acteurs jusqu'à présent peu habitués à figurer au devant de la scène publique. Des artistes en marge des sphères institutionnelles, d'autres travaillant dans l'isolement ou encore des représentants de disciplines artistiques peu médiatisées ont pu confronter leur parole à celle d'acteurs déjà très impliqués et identifiés sur le plan local. Les danseurs ou certains artistes plasticiens, généralement plus discrets que leurs homologues du spectacle vivant, ont par exemple saisi cette opportunité pour mettre en visibilité des problématiques spécifiques liées à la structuration d'un secteur artistique. En outre, la diversité des interventions a permis une meilleure connaissance du territoire associatif et d'acteurs qui fonctionnaient de manière très individuelle. E. FOURREAU souligne l'intérêt de cette scène publique dans le repérage de nouveaux acteurs « *auparavant inconnus et qui par leur démarche artistique méritaient vraiment d'être davantage accompagnés par les acteurs publics* ». Cette scène de débat a été également l'occasion d'établir une première rencontre entre des acteurs publics et des acteurs alternatifs non seulement exclus de la discussion, mais dont l'activité était parfois même menacée par l'ancienne municipalité (bars musicaux, squats d'artistes). D. DAUBRESSE, artiste animant la friche culturelle des *Pavillons Sauvages*, revient sur cette expérience : « *c'est nouveau pour nous ce mode de concertation, on sort d'une situation compliquée, on s'est fait expulser plein de fois donc on est resté hyper méfiant, on a surtout été présent en tant qu'observateur* ». Au final, l'espace de discussion ouvert par ces réunions publiques semble avoir permis aux plus modestes, aux moins organisés mais également aux générations les plus expérimentées de s'exprimer en tant qu'acteurs d'un territoire marqué depuis des années par de profonds déséquilibres et l'absence de dialogue avec les institutions.

« L'intelligence a été de mettre l'ensemble des acteurs autour de la table, c'est-à-dire des gens qui ne s'étaient jamais rencontrés, des directeurs de musées aux acteurs de terrain comme nous... La grande force a d'abord été de dire 'on ne fait pas de différences' ».

C. TORRENT,
Directrice MJC Empalot

Cette expérience a permis, d'une part, d'établir une connexion nouvelle entre les sphères publiques et privées de la vie culturelle locale ; elle a révélée, d'autre part, le manque d'interconnaissance au sein même du tissu associatif toulousain. Acteurs impliqués depuis des années sur le territoire ou simples observateurs présents dans les assemblés ont pu ainsi découvrir le travail de certains artistes, l'existence de petites associations, de compétences localisées à proximité de chez soi jusqu'alors ignorées et avec lesquelles il devient désormais intéressant de travailler.

En revanche, bien que la parole n'ait pas été confisquée, des regrets ont alimenté les discussions d'après débats. L'accumulation de frustrations liées au contexte historique et politique a conduit les acteurs de terrain présents dans l'assemblée à formuler des attentes très fortes souvent difficiles à canaliser et à gérer pour des organisateurs. C'est ce qui ressort des citations suivantes :

« Le temps de parole était insuffisant, inégalement réparti pour traiter de tels sujets »
« On a laissé davantage la parole à ceux qui savaient parler »
« On m'a coupé en me demandant d'être plus synthétique,
avec ce stress je n'ai pas pu dire ce que je voulais »
« Les associations et les grands penseurs se sont trop exprimés au détriment des artistes »
« On n'a presque pas entendu certaines disciplines artistiques »
Enquêtes 2009

Certains participants ont eu le sentiment d'une discussion bornée autour d'une poignée d'acteurs qui, par leur facilité à s'exprimer, leur charisme ou leur expérience ont pris une place non négligeable dans le débat et les rapports de forces qui se dessinent. A. FABRE, artiste plasticien, relève des limites liées à ce type de démocratie participative : « *les militants parlent beau, haut et fort, et leur travail porte spécifiquement sur ces problématiques là. Dans mon travail artistique je n'aborde pas ces sujets [...]. Une réflexion plus avancée, mieux formulée n'est pas pour autant représentative de l'ensemble des enjeux et des intérêts du territoire ; et pourtant une oreille non expérimentée va penser que le discours de ces militants représente la parole commune*¹¹ ». Dans le même sens, C. TORRENT, souligne des lacunes de certains artistes « *dont ce n'est pas le job de communiquer : c'est donc souvent la catastrophe quand on les envoie sur les médias* ». Cette représentativité des territoires pose la question d'un juste arbitrage dans le partage de la parole et dans sa prise en compte en vue de la construction d'un futur projet politique concerté. Pour la puissance publique, comment et selon quels critères trouver un équilibre entre les différentes forces qui composent le territoire et qui vont mettre sur table des problématiques culturelles spécifiques ? Pour les acteurs de terrain, comment arriver à prendre place dans le débat public en faisant figurer ses préoccupations dans les priorités politiques ? Cet espace de rencontre inédit est donc révélateur d'enjeux liés et à la fois à la structuration des filières artistiques mais également à la configuration d'un nouveau jeu d'interlocuteurs auprès des relais qui sont aux commandes de la ville. Sur ce terrain, deux scènes culturelles semblent s'affronter. D'un côté, des acteurs dont le métier les a habitués à parler en public : ils portent des revendications très précises tirées de leur expérience et des relations passées avec les acteurs institutionnels. Leur légitimité relève de la connaissance du territoire, de leur capacité d'expertise et de leur aptitude à fédérer pour se faire entendre d'une seule voix. De l'autre, une nouvelle génération d'acteurs plus discrets en public, dont les initiatives sont historiquement moins ancrées au territoire et qui restent encore très éparpillées. Elles représentent néanmoins une scène artistique en pleine ébullition qui participe de fait au renouvellement de l'action culturelle locale.

Par ailleurs, certains acteurs attendus à ce stade de la concertation ont figuré très en retrait dans les débats. Autrefois uniques interlocutrices des acteurs publics, les institutions - grands équipements et festivals – se sont peu exprimées. Ceux qui étaient considérés jusqu'alors comme les acteurs légitimes du territoire se sont trouvés marginalisés dans un processus qui donnait la parole aux acteurs peu entendus.

« *Les institutions étaient très sur la réserve, celles du premier cercle municipal sont venues voir ce qu'était ce machin qu'on leur imposait, quelques-unes se sont retrouvées en tribune [...] mais la plupart était absentes, perdues, un peu paniquées sûrement dans leurs avantages supposés* »

G. MARTINEZ,

Responsable de la Grainerie / Arts du Cirque

¹¹ A. FABRE, enquête 2009.

Ce renversement constitue là encore un défi à venir pour la municipalité : comment faire se rencontrer des univers différents et comment travailler avec deux types d'interlocuteurs qui ont parfois entretenues de vieilles rivalités?

L'habitant est le deuxième absent de ces Assises et pose la question de sa réelle appropriation à ce type de démarche citoyenne. Malgré les efforts de la municipalité pour intéresser le plus grand nombre de Toulousains via les associations et les réunions de quartiers, leur faible participation reste « *vraiment la déception des Assises*¹² ». Si E. FOURREAU reconnaît des lacunes dans l'organisation - un manque de communication et de relais auprès des acteurs locaux - la responsabilité ne peut incomber exclusivement aux organisateurs. Cette faible implication révèle certainement une difficulté persistante à impliquer l'habitant dans la vie de la cité et un nécessaire temps de réappropriation de l'espace public par des citoyens habitués à recevoir une offre culturelle sans être force de proposition. C. TORRENT évoque un manque d'habitudes sur de telles pratiques et reste très optimiste quant à l'avenir de cette démarche qui selon elle devrait prendre de l'amplitude dans la durée : « *une fois que les associations et les comités de quartier s'en seront emparés, les gens sentiront qu'ils peuvent influencer aussi par leur parole sur le sens de l'histoire, il y a des chances pour que les gens participent et s'emparent de cet outil* ». Enfin, cette faible présence des habitants s'explique aussi par la grande sollicitation des citoyens conviés durant cette période postélectorale à différentes Assises - de surcroît, la culture apparaissant peut-être secondaire dans la vie quotidienne, face à des préoccupations montantes comme celles des transports publics ou encore de l'emploi.

2.2. La sollicitation d'acteurs « extérieurs »

L'équipe municipale a choisi de s'entourer d'experts « extérieurs », provenant du territoire, du champ politique ou du milieu culturel, afin de l'accompagner tout au long d'un processus conduisant à la rédaction du projet culturel. Simple regard critique ou renfort impliqué directement dans le déroulement et l'encadrement des Assises, cette méthodologie témoigne une nouvelle fois d'un modèle d'organisation dans lequel la municipalité « *uniquement en position de décider*¹³ » s'appuie sur la concertation et revendique la nécessité d'apprendre, de confronter différentes compétences avant d'affirmer ses choix. Un comité de pilotage d'une vingtaine de personnes est notamment mis en place afin de travailler réellement sur l'élaboration des Assises.

Grande nouveauté aussi, le milieu universitaire a été associé dès l'ouverture des Assises afin de présenter les éléments de diagnostic du territoire culturel toulousain et d'apporter sur certains points un appui scientifique venant confirmer le ressenti d'acteurs culturels qui vivent ce territoire au quotidien. Des observateurs extérieurs à la région toulousaine sont venus également témoigner de leur expérience. C'est à ce titre que J-G. CARASSO, spécialiste des politiques culturelles, a par exemple été sollicité pour clôturer plusieurs *Lundis* et introduire « *un point de vue différent, plus général, inscrit dans le temps et l'espace, l'histoire et les autres territoires*¹⁴ ». Formulation de propositions lors de réunions techniques, implication dans des groupes de travail et consultation lors des débats publics, ces différents acteurs ont occupé un rôle essentiel. Ils ont permis non seulement de rappeler à l'auditoire l'originalité de l'expérience toulousaine, mais également d'apporter un éclairage

¹² E. FOURREAU, enquête 2009.

¹³ E. FOURREAU, enquête 2009.

¹⁴ <http://www.loizore.com/article>

pour que localement la ville puisse se saisir d'enjeux nationaux liés à la structuration des secteurs artistiques.

« On m'a demandé d'intervenir pour dialoguer, donner une distance [...] on a croisé plein d'équipes en France, c'est notre métier donc on peut tout simplement apporter des éclairages éventuellement contradictoires avec ce qui se tricote ici »

P. BRZEZANSKI,
Directeur de l'agence le Hub / Sociabilité et TIC (Paris)

Chercheurs universitaires, experts en politiques culturelles, directeurs d'institutions, élus ont enfin été réunis dans un « groupe de réflexion et de propositions » constitué dans la seconde partie du processus pour assurer une lecture critique et propositionnelle de la rédaction du projet culturel.

2.3. L'évolution des débats : d'une expression individuelle à la formulation d'une réflexion collective

Ce mélange inédit entre acteurs venant d'horizons différents, peu habitués à ce type d'exercice public et qui se sont longtemps opposés, a donné lieu à des échanges très riches, caractérisés par une évolution en trois temps.

- *1^{er} temps : la rencontre, l'expression singulière (juin – juillet 2008)*

L'ouverture des Assises de la culture est portée par une première volonté politique : laisser l'assemblée s'exprimer sans trop de cadres afin que tout le monde puisse enfin « *vider son sac*¹⁵ ». Les premières séances, très virulentes, sont marquées par l'expression d'une grande hostilité des acteurs de terrain à l'égard de l'institution publique. Des propos témoignent à la fois d'une méfiance vis-à-vis des politiques locales et de frustrations accumulées pendant plusieurs années.

« Vingt ans de non politique culturelle fait que, quand on sollicite un tout petit peu les acteurs culturels, il faut gérer tout un passif : ce qui arrive c'est tout le ' on ne nous écoute pas depuis vingt ans ' »

P. BRZEZANSKI

Pour le milieu associatif et culturel, les premières séances sont vécues comme un besoin d'exprimer son existence, afficher sa présence sur un territoire qui a longtemps manqué de visibilité et de reconnaissance envers la création locale. Certains qualificatifs recueillis auprès d'acteurs qui ont assisté à ces premières rencontres résument bien l'ambiance qui s'en dégageait : « *c'était 'moi je fais ça' et 'moi je suis malheureux parce qu'on ne m'a pas aidé'* », « *il fallait montrer sa vitrine* », « *les gens avaient besoin d'une écoute thérapeutique* » (enquêtes 2009). Rapidement, le risque d'une démobilitation de certains acteurs, déçus par cette cacophonie se fait sentir : « *mon premier sentiment c'était 'qu'est-ce que je fais ici' ?* », « *je me sentais un peu perdu au milieu de tous ces gens qui se rentraient dedans...* ». D'autres, au contraire, prennent des initiatives et mettent en garde les personnes concernées sur le sens et la pertinence de leur intervention : « *j'ai eu du mal à le supporter et*

¹⁵ A. FABRE, enquête 2009.

je leur ai dit : arriver en ordre dispersé, ça ne fait jamais sérieux, c'est prêter le flanc au politique, ça donne une mauvaise image¹⁶ ». Malgré tout, si le lancement des Assises a déçu, voir irrité une partie de l'assemblée, la plupart reconnaît aujourd'hui l'utilité de cette première phase, un passage finalement incontournable compte tenu des circonstances dans lesquelles la parole a été enfin libérée.

« Il y a eu ce phénomène de déversoir incontrôlable qu'il fallait purger ; enfin pouvoir parler, ce déversoir était nécessaire ».

G. MARTINEZ

- *2^{ème} temps : la mise en chantier, vers l'expression de l'intérêt général (septembre – décembre 2008)*

La rentrée des Assises de la culture en septembre 2008 marque un tournant important dans le contenu des propos et des échanges tenus lors d'assemblées qui sont loin d'avoir désempli. Si de nombreux acteurs continuent, par leurs interventions, à vouloir démontrer une légitimité sur le territoire, la formulation du discours évolue. Désormais il s'agit moins de rendre visible son expérience individuelle ou le fonctionnement de sa structure, mais de se projeter davantage dans l'avenir et proposer des éléments de réflexion plus générale. À partir d'une affirmation de son propre projet artistique ou culturel, la réflexion glisse progressivement vers des préoccupations collectives : que peut-on faire ensemble ? Comment mon expérience peut-elle être mise au profit d'un territoire ? Comment le travail des artistes peut-il être respecté, compris et soutenu par les politiques publiques ? Comment peut-il enfin correspondre aux priorités des élus ? Selon E. FOURREAU, cette maturité dans le discours gagne tout au long du processus et devient réellement palpable lors des réunions techniques réservées aux professionnels qui ont réellement permis de poser une réflexion et des outils pour l'action.

En fin de parcours, malgré la persistance de quelques interventions personnelles, qui finissent définitivement par lasser le public, le propos s'élargit et intègre des problématiques à la fois culturelles, urbaines et sociales : « qu'est qu'une ville en vie ? », « pourquoi y a-t-il des ruptures ? », « comment dialoguer ? », « quel est le rôle de la culture ? ». Parallèlement à ces réunions publiques, les rendez-vous restreints se multiplient entre les équipes artistiques et les élus, quelques rapprochements s'opèrent entre les grandes institutions et les indépendants, « *des murs tombent*¹⁷ »... Pour les organisateurs, ce bilan dépasse très largement les attentes initiales d'autant qu'aux vues des premières rencontres, l'équipe en charge de l'organisation demeurait perplexe quant à la tournure des événements, « *on était plutôt en train de se demander si ça n'allait pas se 'friter' à chaque fois...* ».

- *3^{ème} temps : l'écriture du projet culturel, l'attente des acteurs de terrain... (janvier – mars 2009)*

Les réunions impliquant la participation des citoyens et des acteurs culturels s'achèvent fin novembre 2008. Pour autant, l'équipe municipale poursuit la concertation avec des universitaires, des spécialistes de politiques culturelles et certains acteurs de terrain par le biais de réunions spontanées et moins formelles. Le temps est désormais consacré à la rédaction du projet culturel et à l'exploitation des informations recueillies sur le terrain. C'est

¹⁶ N. TREMBLAY, enquête 2009.

¹⁷ J. EL AARSH, enquête 2009.

d'ailleurs durant ce temps de valorisation d'un travail collectif que l'équipe municipale prend pleinement conscience de la richesse du matériau recueilli lors de ces rencontres.

Du côté des acteurs de terrain, l'attente formulée tout au long des Assises se prolonge. Elle se traduit par plusieurs signes d'impatience, la volonté d'accélérer un processus qui met du temps à se concrétiser et qui est vécu comme une pression supplémentaire, une inquiétude face aux choix qui seront faits.

*« Pour une révolution en douceur, le cocon met un peu de temps à ce que la chenille sorte et à ce que le papillon arrive »
« On nous dit il faut du temps pour améliorer, moi je réponds dépêchez-vous parce que cinq ans, ça passe vite ! »*

Conscients de ces critiques et des besoins urgents qui émanent du terrain, l'adjointe N. BELLOUBET et le rédacteur du projet E. FOURREAU justifient ce rythme de progression par la nécessité de *« s'appuyer en amont sur cette phase de concertation »* dans la mesure où elle *« pose vraiment les principes et un horizon avant d'agir et passer dans la phase opérationnelle »*. Le projet culturel est rendu publique le 18 mars 2009 et marque le début d'un nouveau temps, celui de l'action (mars 2009 - ...).

Outre la méconnaissance totale qui existait entre les différents acteurs du territoire culturel de l'agglomération toulousaine, le déroulement des Assises révèle un temps nécessaire d'apprentissage du milieu culturel et des rapports de force qui se dessinent entre une scène institutionnelle nouvellement constituée (et elle-même en restructuration, notamment avec la création de la Communauté urbaine) et des scènes culturelles, artistiques et/ou alternatives plus ou moins anciennement ancrées dans le territoire. L'aboutissement du processus participatif est l'écriture d'un projet culturel qui porte le souci de favoriser l'émergence et la structuration de filières artistiques, d'accompagner la professionnalisation, de renforcer les rapports entre artistes locaux et projet social de la ville. Cela signifie d'une part, que la scène d'expression des Assises a été investie par des acteurs qui ne seront pas les seuls à bénéficier du projet, conduisant ces derniers à formuler des besoins, des demandes, des constats, des interrogations allant au-delà de leur propre situation. La méthode employée suppose d'autre part que les élus aient eu au préalable des orientations générales suffisamment claires pour que l'expression générale formulée lors des Assises soit orientée dans le cadre d'un projet culturel et politique.

3. LES ASSISES : UNE CO-PRODUCTION D'UN PROJET CULTUREL ?

Le contexte posé, les débats s'engagent sur des thématiques ciblées pour répondre à des ambitions politiques clairement affichées : mettre en place *« un projet culturel, social et territorial »* qui s'appuie sur la concertation entre les différents acteurs qui animent la ville. Cette troisième partie propose de revenir sur le contenu des débats : de quelle manière ces rencontres et cette méthodologie qui s'appuie sur la concertation ont-elles participé à alimenter une réflexion sur la construction d'une nouvelle gouvernance culturelle ?

3.1. Quelles échelles pour le projet culturel : du quartier à la ville... et au-delà ?

« Les articulations entre centre-ville et quartiers », « la culture dans les projets urbains », « nouveaux usages et nouvelles formes de l'équipement » : avant même le début des premières réunions publiques, le programme des Assises de la culture renseigne sur les

orientations politiques et sur les enjeux prioritaires auxquels doivent répondre cette concertation publique. Les déséquilibres culturels, sociaux et territoriaux très ancrés au sein de la cité. Le diagnostic critique présenté lors des journées d'ouverture a conforté la nécessité d'agir dans ce domaine. Le chantier est rendu public : alors que pour certains ces préoccupations sont nouvelles, elles semblent désormais partagées par l'ensemble des acteurs de la ville. Le rééquilibrage d'un territoire apparaît dès lors comme l'une des principales problématiques que les Assises doivent traiter. Provoquer la mobilité des habitants et des artistes, décloisonner les quartiers de la ville, accroître la centralité des espaces enclavés... : ces enjeux d'ordre spatial figurent rapidement au cœur des discussions.

Le meilleur maillage des lieux et des équipements culturels sur l'ensemble du territoire apparaît dans un premier temps comme un levier d'action déterminant l'investigation de cette fragmentation urbaine. Faut-il créer pour cela ex-nihilo de nouveaux lieux fédérateurs dans les quartiers ? La question est posée à l'assemblée. Si l'offre culturelle semble très insuffisante, notamment pour certaines disciplines artistiques et dans certains territoires de la ville, les réponses sont loin de faire consensus. Entre les espaces de création et de diffusion, entre les différentes disciplines artistiques, entre les différents enjeux auxquels l'art et la culture doivent répondre, les attentes formulées sont nombreuses et variées. Une alternative est défendue : ne faut-il pas plutôt soutenir l'existant, le transformer en véritables lieux de vie dans lesquels pourront émerger des dynamiques artistiques, culturelles et sociales ? Ainsi, selon certains, il existe déjà dans la ville de nombreuses salles qui ne sont pas utilisées ou suffisamment exploitées *« c'est surtout une question d'organisation, de répartition et de mutualisation »*. Des expériences partagées lors des Assises ont conduit à faire le constat d'une sous-utilisation de certaines salles municipales, alors même que les acteurs associatifs sont à la recherche d'un lieu pour leur activité. Cette déconnexion entre l'acteur de terrain et l'équipement est une réalité de la vie culturelle toulousaine que les Assises ont permis de rendre visible. Au fil des débats, des pistes de réflexion prennent forme et sont mises en relief lors des synthèses présentées par l'adjointe à la culture : *« rouvrir les lieux sur la ville », « décloisonner les réseaux existants », « créer des passerelles entre les territoires, les lieux et les acteurs », « retravailler le cahier des charges des équipements », « favoriser une meilleure mutualisation de l'existant »*.

L'une des préconisations initiales portées par l'équipe municipale - travailler sur de la transversalité et moins dans le sectoriel - prend sur ce thème une dimension plus concrète : penser des lieux ouverts pour faire se rencontrer des publics, croiser les disciplines et les territoires, les artistes et les habitants. A la clôture des Assises, certains acteurs culturels manifestent néanmoins quelques réserves quant au déroulement des prochaines étapes et la mise en application de principes qui se veulent en apparence consensuels.

« On est tous d'accord sur le fond : personne ne va dire qu'il ne faut pas ouvrir les lieux à l'ensemble des citoyens ! Mais je ne vois pas pourquoi les institutions ou les équipements iraient partager le peu de moyens qu'elles ont si elles ne le sont pas obligées... »

C. TORRENT

Ces propos pointent un défi majeur que la nouvelle équipe municipale devra traiter : le passage d'une démocratie participative à sa mise en application : il passe par l'affirmation de choix politiques notamment dans la constitution du futur budget culturel pour la ville de Toulouse.

L'autre approche spatiale révélée par le contenu des débats concerne le rôle que la culture peut assurer dans la fabrique de la ville, avec les notions récurrentes de proximité et de territoire d'appartenance. Des responsables associatifs ont souligné à ce sujet la nécessité d'approfondir une réflexion qui doit s'appuyer davantage sur un travail de proximité afin de

changer les représentations socioterritoriales, de briser les frontières entre les quartiers et de favoriser l'intégration du lieu dans la ville. Selon J. EL AARSH, acteur associatif, il ne suffit pas de construire, soutenir ou partager un lieu mais de créer autour un véritable projet créant le lien avec les habitants, « *recréer de l'appartenance, c'est l'objectif prioritaire et ça vient par la parole, par le dialogue, c'est dur... parce que pendant des années on a fait à notre place* ». La méthodologie participative employée par l'équipe municipale trouve ici un écho dans la parole des acteurs culturels qui demandent sa mise en application sur le terrain et dans les pratiques au quotidien pour une réelle appropriation des lieux par l'habitant. Le projet culturel se situe ici davantage dans la dynamique civique que l'on va parvenir à créer autour d'un lieu. A ce stade de la concertation, le projet de construction d'un nouveau lieu emblématique dans un quartier de Toulouse est sujet par exemple à de nombreuses propositions d'acteurs impliqués...

*« Pourquoi ne pas faire un chantier d'insertion pour les jeunes ?
Pour le coup, on lie le culturel et le social. Si les habitants pensent le projet
dans sa construction [...] il y aura, à la base, ce sentiment d'appartenance »*

N.TREMBLAY,
Association Dell'Arte

Par ailleurs, si le contenu des débats a permis d'avancer des pistes de travail pour une meilleure articulation entre les différents territoires qui composent la commune, la question de l'ouverture de Toulouse sur le reste de l'agglomération n'a été que très peu abordée. Plusieurs acteurs culturels n'hésitent pas aujourd'hui à formuler des regrets et des inquiétudes quant à la pertinence d'une réflexion limitée à une échelle aussi restreinte, alors même que la vie culturelle des artistes et des acteurs culturels se projette sur l'ensemble de l'agglomération, voire même de la région. Sur ce terrain les attentes sont nombreuses. À terme, comment traiter la question du maillage des territoires dans une agglomération qui se caractérise par un développement périurbain très prononcé ? En outre, quelle doit être la dynamique impulsée par une ville-centre qui concentre près de la moitié des habitants de l'aire urbaine et qui dispose par ailleurs du leadership sur la Communauté urbaine et l'Interscot ? Quelles sont également les passerelles qui peuvent se dessiner entre des quartiers de Toulouse, qui manquent de lieux, et certaines communes limitrophes qui disposent de véritables équipements à vocation métropolitaine ?

Pour autant, cette réflexion qui reste cantonnée au stricte périmètre de la commune centre n'est certainement qu'une première étape traduisant encore une fois le besoin d'apprentissage de la nouvelle équipe municipale : repérer en interne des problématiques, tester une nouvelle façon de gouverner, dégager les grandes orientations d'une politique pour élargir dans un deuxième temps le périmètre de la concertation, de l'action et de la politique culturelle. La création récente de la Communauté urbaine, en janvier 2009, laisse entrevoir de nouvelles perspectives dans ce domaine même si, comme l'atteste les propos de D. BUYS, siégeant au sein de la Communauté urbaine et adjointe à la culture d'une commune de banlieue très investie, l'ordre du jour semble encore davantage porté vers la temporisation : « *on se donne le temps de la réflexion, pour éventuellement s'en saisir dans deux ou trois ans ; cela va permettre de voir ce qui se passe dans d'autres communautés urbaines* ¹⁸ ».

¹⁸ D. BUYS, in « La nouvelle municipalité veut favoriser la culture vivante », *Le Monde*, n°19992, 06/05/09, pp.19-20.

3.2. Pour une meilleure articulation entre des enjeux locaux et internationaux : une illustration par la question des festivals

La constitution d'un nouveau budget culturel et la place accordée aux initiatives locales sont des sujets qui ont prêté à de nombreuses polémiques ; les discussions très animées tenues lors des débats consacrés aux festivals le prouvent. Le milieu associatif n'a pas manqué d'arguments pour disqualifier les principaux événements toulousains, accusés « *d'accaparer le budget de la ville* », d'organiser « *des manifestations élitistes* », « *à la mode* », « *déconnectées de la ville et de son tissu d'acteurs* » et qui « *s'apparentent plus au registre de la consommation qu'à celui de la culture* » (enquêtes 2009). Cette hostilité manifestée envers les festivals traduit en filigrane des oppositions fortes : soutien à la création locale ou au rayonnement international de la ville, reconnaissance de la diversité ou de l'excellence artistique... Local ou international? Dans les débats, deux échelles territoriales et deux priorités s'affrontent sans parvenir dans les premiers temps à trouver des complémentarités et renvoyant chacune à une conception très manichéenne du festival. Le refus de l'événementiel, tel qu'il est perçu par l'ancienne municipalité, s'explique par des frustrations profondes d'acteurs associatifs qui se sentent laissés-pour-compte face à des choix politiques accordant très peu de crédits aux initiatives locales au bénéfice de certaines manifestations comme le *Marathon des mots* ou *Rio Loco*. R. PAULIN dénonce les dégâts d'une logique politique privilégiant l'achat de « *plantes en pot* », l'aménagement d'une ville par des artistes qui vivent hors-sol, au détriment des « *arbres en terre* », les artistes issus du terreau local ; celle-ci conduirait à l'assèchement du territoire culturel. De même, l'hostilité à l'égard des grands événements s'explique par le fait que Toulouse n'est que très faiblement inscrit dans les circuits d'échanges internationaux. Pour l'artiste local, ce retrait est vécu comme un rapport de force en sa défaveur : la ville projette d'accueillir des prestations venues d'ailleurs lors de gros festivals, alors même qu'elle ne parvient pas ou très peu à exporter ses richesses locales et que des artistes toulousains vivent dans des conditions très précaires. Un échange qui s'est tenu lors des *Lundis* est révélateur : les propos d'un artiste témoignant de son expérience très enrichissante avec des artistes new-yorkais ont provoqué la contestation d'acteurs présents dans l'assemblée prétextant qu'il fallait d'abord que les artistes locaux puissent vivre à Toulouse avant de parler d'ailleurs. Le contexte historique et géographique attribue également à la ville une posture spécifique. Outre le régionalisme très présent localement, Toulouse reste enclavée « *parce que les Toulousains ont toujours pensé qu'ils avaient tout à portée de main et qu'il n'était pas nécessaire de développer des réseaux et des liaisons de transmission*¹⁹ ».

L'espace de dialogue créé par les Assises a permis aux acteurs toulousains de mettre en confrontation deux approches du territoire culturel et de son ouverture internationale. Lors d'un *Lundi de la culture* très virulent consacré aux événements dans la ville, une question est posée à l'assemblée : « *que doit-on faire aujourd'hui des festivals soutenus auparavant par la municipalité ?* ». Plusieurs questions sont abordées au cours du débat : quels festivals soutenir? Avec quelle prise en compte des réalités locales et internationales? Comment faire interagir des acteurs locaux et des manifestations à vocation internationale? Quelle identité de Toulouse doit être portée à l'échelle régionale et internationale? Dans le même temps, un paradoxe est rappelé aux Toulousains : la ville ne dispose d'aucun festival d'écho international.

A la clôture des Assises, certains acteurs associatifs reconnaissent la sincérité d'une écoute mais maintiennent leurs craintes quant aux projets à venir...

¹⁹ E. FOURREAU, enquête 2009.

« La nouvelle municipalité reste quand même dans une logique de festivalisation de la ville pour développer de l'économie, de l'image, du tourisme à l'échelle européenne. De fait, si on se coupe du local, on perd son identité. C'est paradoxal parce que, ici, on est quand même sur une ville d'une richesse d'acteurs culturels incroyable ».

N. TREMBLAY

Au fil des rendez-vous, des thématiques abordées et des rencontres, une conscience collective s'est construite autour de problématiques communes liées notamment à la défense d'intérêts locaux. Pour certains acteurs de terrain, les *Lundis de la culture* ont donné l'envie de prolonger la discussion en dehors des murs institutionnels. Des mouvements collectifs se sont constitués afin de médiatiser ces revendications locales et de rappeler à la municipalité certains engagements pris en faveur du rééquilibrage des territoires. Se regrouper pour être entendu, pouvoir enfin discuter avec les acteurs institutionnels. Pour les acteurs culturels très engagés dans cette mobilisation, « local » et « international » ne sont pas incompatibles dans la mesure où plusieurs initiatives issues de la ville travaillent déjà sur les deux échelles et ne demandent qu'à être valorisées. Plusieurs équipes de terrains ont été ainsi reçues par la municipalité afin de prolonger cette réflexion et de travailler sur une redéfinition des relations entre les principaux événements culturels de la ville et les acteurs présents sur le territoire. Pour la première fois, les organisateurs de festivals toulousains se sont par exemple réunis autour d'une table pour essayer de penser une organisation globale sur le territoire : mettre en place des partenariats, trouver des articulations entre acteurs, planifier les dates de la prochaine saison de manière à ce qu'il n'y ait pas de chevauchements. J. EL AARSH insiste sur la responsabilisation des acteurs de terrain afin de libérer une parole qu'il perçoit comme un outil de réconciliation entre le local et le global : *« plus on fera appartenir les gens au festival, plus ils vont pouvoir se l'approprier, plus il pourra y avoir des choses intéressantes... un rayonnement national et international ».*

Les revendications portées par les acteurs de terrain ont ainsi révélé à la municipalité la complexité d'un apprentissage qui ne doit pas manquer certaines étapes sous prétexte d'un rattrapage culturel et d'un alignement sur des métropoles culturelles déjà positionnées dans la hiérarchie internationale depuis plusieurs années. Témoin du passé et acteurs du renouveau, les artistes toulousains ont largement investi la scène publique afin d'afficher leur position: l'ouverture de la métropole ne peut s'effectuer, selon eux, au détriment de la reconnaissance locale, elle-même restée longtemps à l'ombre des grands événements. L'équipe municipale est ici confrontée à un double enjeu : d'une part, affirmer le rang de Toulouse à l'échelle nationale et internationale, d'autre part, tenir compte des préoccupations locales... Comment parvenir à articuler des priorités politiques marquées jusqu'alors par de profonds déséquilibres ? P. BRZEZANSKI souligne à ce sujet l'adresse et la méthode d'une municipalité qui a su lors de cette expérience prendre le meilleur parti de la concertation, s'appuyer sur les richesses culturelles du territoire, tout en se prévenant du risque d'affaiblir un « projet politique » dans lequel on pouvait craindre des ambitions revues à la baisse sous prétexte de vouloir faire plaisir au plus grand nombre.

« L'équipe municipale a su susciter le dialogue, le conflit et la confrontation, tout en le faisant dans la transformation. Au départ, on ne parlait que de la « ville », je pense que c'est insuffisant pour parler d'un développement de territoire contemporain. Oser évoquer la « métropole » est déjà une façon signifiante de marquer une ambition et de configurer le territoire dans une compétition. Pour moi, une métropole parie sur la convergence et l'intelligence territoriale donc elle repose à un niveau au moins européen. C'est sur ce point qu'ils ont entendu la dimension internationale. Ce n'est pas simple à faire entendre aux acteurs locaux ».

P. BRZEZANSKI

3.3 « Replacer l'artiste au cœur de la cité » : vers la construction d'une nouvelle gouvernance culturelle

Les Assises se sont achevées par un dernier *Lundi de la culture*, « Construire ensemble le projet culturel », dont l'objectif était de discuter des modalités de mise en œuvre d'une nouvelle gouvernance culturelle. La séance débute par la présentation du budget 2007 de la politique culturelle conduite par l'ancienne Mairie. Les déséquilibres profonds, chiffrés et diffusés pour la première fois en public, ravivent ce corporatisme encore très ancré entre différents types d'acteurs : méfiance entre les petits et les gros ; rivalités entre les disciplines artistiques et les générations... En ces temps de restriction budgétaire, une réalité est rappelée aux artistes et acteurs culturels qui composent le territoire : la municipalité n'est pas dans la capacité financière de répondre à l'ensemble des besoins exprimés. Pour l'équipe municipale, un problème majeur se pose : la nécessité d'affirmer des choix politiques et des critères d'attribution de subventions alors même que le tissu associatif, impliqué tout au long de ce processus, a nourri de grands espoirs de changement. Pour les artistes, l'attribution des subventions représente une nouvelle étape qui viendra sanctionner le bien-fondé de cette première phase participative et d'un projet politique qui a pour ambition de remettre l'artiste au cœur de la ville. Comment passer d'une charte de bonne volonté à sa mise en application ? Comment créer des conditions de partenariats avec les collectivités territoriales extérieures ou les entreprises afin de multiplier les sources de financement et de soutenir au mieux les initiatives locales ? Quels sont les outils à mobiliser pour élargir ce processus de co-construction et travailler sur de nouvelles complémentarités ?

Si certains acteurs culturels manifestent encore des incertitudes et dénoncent « *une politique de saupoudrage dont le but est de calmer les attentes* », la plupart reconnaissent la sincérité d'une démarche participative. Cette méthodologie de travail, basée sur la concertation et la clarification en amont des choix et des priorités politiques, constitue une avancée certaine qui permet de « *légitimer beaucoup de choses*²⁰ ». La mobilisation des acteurs culturels et des artistes répond largement aux ambitions d'un projet politique qui souhaite amorcer le changement par la responsabilisation de l'ensemble de ses acteurs de terrain. Des mots prononcés à plusieurs reprises dans l'assemblée, « *passerelles* », « *mutualisation* », « *conscience collective* », « *co-construction* », traduisent un mouvement de restructuration d'un jeu d'acteurs locaux, plaçant l'artiste (et le citoyen) au cœur du processus de construction du projet culturel. Il est porté par la volonté d'initier de nouvelles règles et de nouvelles relations de travail dans lesquelles la proximité devient un élément fondateur. Selon N. BELLOUBET, les six mois de concertation auront ainsi abouti à forger « *une communauté d'esprit*²¹ »... Quelques initiatives issues directement des Assises, comme la création de

²⁰ J. EL AARSH, enquête 2009.

²¹ N. BELLOUBET, *Lundis de la Culture*, 2008.

collectifs d'artistes dans le secteur de l'art contemporain et des musiques actuelles, traduisent déjà la dynamique impulsée par ces rencontres, ce nouvel état d'esprit dans lequel certaines frontières qui séparaient institutions, artistes et associations sont en train de s'estomper.

« On n'est pas en train de dire aux institutions qu'elles ne vont plus exister, on leur demande juste de travailler autrement avec d'autres publics, d'autres territoires, d'autres réalités. En terme de mode de gouvernance c'est un pas en avant énorme. Avant, quand on appelait le directeur d'une institutions, il nous riait au nez »

J. EL AARSH

Cette étape préalable à la rédaction du Projet culturel, pose néanmoins la question du prolongement de cette concertation dans le suivi de la politique culturelle municipale. A l'occasion de la séance conclusive, N. BELLOUBET ouvre la discussion et interroge les acteurs présents dans l'assemblée : *« comment allons-nous continuer à travailler ensemble ? »* ; *« de quelle manière les décisions vont-elles s'élaborer à la suite de cette première phase que nous venons de connaître ? »*. La question du pilotage de l'action culturelle est double : elle concerne d'une part la restructuration d'un service administratif et d'autre part la constitution d'un organe consultatif et d'évaluation de la politique culturelle, la création d'un Conseil consultatif des arts et de la culture. Sur le terrain, cette instance d'évaluation semble bien accueillie et fait l'objet de plusieurs propositions :

« La nomination d'experts me fait peur... Cette nouvelle gouvernance pourrait peut-être s'inspirer des Assises : des réunions régulières qui permettent l'alternance et le croisement des acteurs »

« Il existe à Toulouse des personnes qui portent des associations et qui sont à la tête de mouvements et de collectifs. On peut assez facilement les repérer »

« Nul ne peut être à la fois juge et partie. Cette évaluation et ce suivi de la politique culturelle devraient être l'œuvre d'un regard extérieur »

« La composition du Comité consultatif doit être paritaire : des créatifs, des artistes, des techniciens et des administrations du spectacle doivent être représentés dans cet instance »

« C'est un équilibre difficile à trouver »

Propos recueillis lors des Assises

Quelle doit être la vocation de ce nouvel outil ? Qui doit siéger et selon quelles modalités ? Sur quels sujets doit-il se prononcer ? Comment construire dans le prolongement de ces Assises ? Ces différentes interrogations posent également la question des modalités de mise en œuvre d'une démocratie participative qui doit tenir compte d'un équilibre entre, d'une part, la volonté des acteurs culturels de s'investir au sein de cet espace consultatif et la nécessité, d'autre part, de préserver à l'équipe municipale sa responsabilité liée à la légitimité d'élu, dans l'affirmation des choix et des priorités qui guideront sa politique culturelle.

Conclusion

Ces Assises de la culture à Toulouse représentent une réelle expérimentation de la co-construction d'un projet culturel, même si, de fait, des orientations essentielles étaient posées dans le projet politique avant même le début de la phase de concertation. Les directions proposées par la nouvelle équipe municipale ont permis de construire l'articulation entre la démocratie participative et la démocratie électorale. La parole des professionnels de la culture

vient ainsi enrichir et préciser un projet général social et territorial : élargir les bénéficiaires de la vie culturelle, considérer l'ensemble des quartiers comme une composante de l'offre culturelle, faire de la culture un projet de lien social et territorial. A la vue des premières rencontres très houleuses, le bilan de cette démarche méthodologique dépasse largement les objectifs initiaux même si certaines questions n'ont pu être traitées. Du côté des acteurs de terrain, la sincérité de l'écoute et une forme « d'honnêteté intellectuelle » semblent saluées à l'unanimité. S'il est trop tôt pour évaluer l'impact de cette expérience dans la mise en place de la future politique culturelle, l'innovation est déjà palpable en terme de communication avec une méthodologie qui s'appuie sur la concertation et qui ouvre des perspectives pour la construction d'une nouvelle gouvernance culturelle.

Pour autant, cette phase participative a révélé une grande difficulté à intéresser et à impliquer l'habitant aux questions culturelles. Ce retrait des citoyens toulousains pose ici une question de légitimité : des différentes interventions et revendications portées lors des débats, lesquelles sont représentatives d'enjeux qui répondent à la fois aux besoins des artistes, des acteurs culturels, des habitants... de l'ensemble des acteurs d'un territoire ? Une fois de plus le contexte territorial et historique vient appuyer le constat d'un héritage très lourd à gérer, habituant d'une part les acteurs culturels à agir de façon très atomisée et entraînant d'autre part une perte de confiance des acteurs de terrain vis-à-vis des institutionnels et des élus. Sur ce point, le processus engagé aujourd'hui constitue une réelle rupture avec des pratiques passées conduisant à la déresponsabilisation des acteurs de terrain et habituant les citoyens à recevoir une culture prête à consommer. Ce changement majeur permet de comprendre aujourd'hui les enjeux liés à cette phase d'apprentissage, constituée lors cette première étape qu'étaient les Assises...

Comme tout contexte territorial, celui de Toulouse est spécifique ; il se distingue par la récente création de sa Communauté urbaine, la faible propension à mener des politiques à l'échelle intercommunale et le poids à la fois économique et démographique de la ville centre. Aussi, ces différentes caractéristiques expliquent-elles, entre autres, ce passage quasi incontournable de la réflexion à l'échelle municipale. Ce dernier est d'autant plus évident que la nouvelle équipe municipale doit elle-même assurer sa légitimité, vis-à-vis des autres institutions et collectivités, tout comme vis-à-vis des professionnels. Sans préjuger de ce qui va pouvoir être abordé à l'échelle de la nouvelle Communauté urbaine, il est difficile d'envisager une gouvernance culturelle de la métropole sans élargir le périmètre de réflexion et d'action, d'autant que des partenaires, tels que la Région, sont à la fois partie prenante du financement culturel, mais souhaite aussi rationaliser leur intervention en s'appuyant notamment sur les structures d'agglomération.

Outre l'analyse des interventions lors des différentes séances des Assises et sur le forum internet, cette communication s'appuie sur une série d'entretiens réalisés en 2009 :

- Philippe BRZEZANSKI, directeur de la l'agence le *Hub* (sociabilité et TIC)
- Den DAUBRESSE, coordinateur des *Pavillons Sauvages* (musiques actuelles et pluriculturel)
- Jamal EL AARSH, responsable de l'association *Echanges et Savoirs - Mémoire Active* (ESMA)
- Arno FABRE, artiste plasticien
- Eric FOURREAU, éditeur (*Editions de l'Attribut*), en charge de la rédaction du Projet culturel
- George MARTINEZ, directeur de la *Grainerie* (arts du cirque)
- Roland PAULIN, danseur chorégraphe, compagnie *L'Orchidée Danse et Musique Vivantes*
- Christine TORRENT, directrice de la MJC d'*Empalot*
- Nicky TREMBLAY, responsable associatif, *Dell'Arte*, festival *Toucouleurs* (musique et danse)

Bibliographie

BACQUE M-H., « Action collective, institutionnalisation et contre-pouvoir : action associative et communautaire à Paris et à Montréal », *Espaces et Sociétés*, 2005, n°123, pp.69-84.

BALTI S., « Les musiques amplifiées et leurs impacts dans la structuration des territoires métropolitains : l'exemple des activités de diffusion dans l'agglomération toulousaine », *Sud-ouest Européen*, Toulouse, à paraître en 2009.

BERTHELEU H., NEVEU C., « Des petits lieux du politique : individus et collectifs dans des instances de « débat public » à Tours », *Espaces et Sociétés*, 2005, n°123, pp.37-51.

BLOUËT C., « L'agenda 21 de la culture en France : quelle valeur ajoutée pour les politiques culturelles ? », *L'observatoire*, n°34, déc. 2008.

CROZIER M., FRIEDBERG E., *L'acteur et le Système : les contraintes de l'action collective*, Editions du Seuil, (Points Série Essais), Paris, 2004, 500p.

DOLEZ B., PARIS D. (sous la direction), *Métropoles en construction : territoires, politiques et processus*, L'Harmattan (Logiques Politiques), Paris, 2004, 294p.

JOUVE B., GAGNON A-G. « Métropoles, diversité culturelle et changement politique » in JOUVE B., GAGNON A-G (sous la dir.), *Les métropoles au défi de la diversité culturelle*, Presses Universitaires de Grenoble (SymposiJum), Grenoble, 2006, p.13-25.

LIONEL A., *Réinventer la ville : artistes, minorités ethniques et militants au service des politiques de développement urbain : une comparaison franco-britannique*, Presses Universitaires de Rennes (Res Publica), Rennes, 2008, 173p.

MELE P., *Conflits et territoire*, Maison des sciences de l'homme, (Perspectives Villes et Territoires), Tours, 2004, 224p.

NOVARINA G., « Les réseaux de politique urbaine – Concurrences et coopérations entre acteurs » in GODARD F., *Le gouvernement des villes – Territoire et pouvoir*, Descartes & Cie (Les Urbanités), Paris, 1997, pp.213-254.

PALOMARES E., RABAUD A., « Minoritaires et citoyens ? Faites vos preuves ! » in DAUM C., *Citoyenneté : engagements publics et espaces urbains*, l'Harmattan, Paris, 2007, pp.135-160.

SAEZ G., « Ville et culture : un gouvernement par la coopération », *Pouvoir*, n°73, 1995, pp.109-123.

SAGOT-DUVAUROUX J-L., « Agenda 21 de la culture : les « autorités locales » championnes de la diversité culturelle ? », *Mouvements*, 2005, n°37, pp.41-45.

SIBERTIN-BLANC M., « Les lieux culturels : des initiatives municipales facteur d'éclatement territorial », in SIINO C., LAUMIERE F., LERICHE F. (coord.), *Métropolisation et grands équipements structurants*, Presses universitaires du Mirail, 2004, pp.187-202.

TALIANO-DES GARETS F., « Les politiques culturelles des métropoles régionales françaises de 1945 à 1995 » in CALLEDE J-P., *Métamorphoses de la culture : pratiques & politiques en périphéries*, Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, Pessac, 2002, pp. 369-379.

TEILLET P., « L'artiste et le politique : je t'aime moi non plus ! », *Observatoire des politiques culturelles*, Paris, 2004, 11p.